

*Questions orales***LA YUGOSLAVIE**

M. Jesse Flis (Parkdale—High Park): Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre et concerne la situation critique dans laquelle se trouve la Yougoslavie.

Le dernier cessez-le-feu, prévoyant fondamentalement la fin du blocus naval, le retrait des troupes des casernes et la distribution de vivres de secours aux villes, est le plus prometteur jusqu'à maintenant.

Il est essentiel que la collectivité internationale fasse tout en son pouvoir pour que le présent cessez-le-feu ait une chance de réussir, contrairement aux autres qui ont précédé.

Le premier ministre ferait-il part aux Canadiens des mesures additionnelles que le gouvernement canadien a prises aujourd'hui pour assurer le strict respect du cessez-le-feu par toutes les parties intéressées et pour mettre fin à la violence et à la boucherie inutiles en Yougoslavie?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon collègue se rappellera peut-être que le gouvernement canadien a été le premier à prier le secrétaire général des Nations Unies de prendre des mesures et d'amener son organisation à faire quelque chose pour mettre fin à la grande tragédie qui se déroule en Yougoslavie.

Par suite de cette intervention et de démarches entreprises ultérieurement par d'autres membres du Groupe des Sept, le secrétaire général des Nations Unies a nommé M. Cyrus Vance envoyé spécial en Yougoslavie. Nous croyons savoir qu'il doit partir incessamment pour ce pays en vue de contribuer à y établir un cessez-le-feu qui sera, nous osons le croire, absolument définitif.

À cette fin, le Canada avait demandé à l'origine qu'on invoque le pouvoir spécial des Nations Unies. Nous avons proposé en outre la participation des forces canadiennes de maintien de la paix en tant qu'élément important d'une solution onusienne globale et complète à la tragédie yougoslave.

Nous nous réjouissons de constater que des progrès sont accomplis en ce sens, car nous estimons que la tragédie yougoslave est telle qu'elle nécessitait non seulement l'intervention de la Communauté européenne mais encore celle du Conseil de sécurité de l'ONU, et voici que le processus est désormais engagé.

HAÏTI

Mme Christine Stewart (Northumberland): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse également au premier ministre.

Hier, pour ramener le président Aristide au pouvoir, l'OEA a répondu à l'appel qu'il avait lancé en décrétant un embargo commercial contre Haïti. Notre secrétaire d'État aux Affaires extérieures a offert la participation du Canada à une équipe internationale d'observateurs chargée de surveiller le respect des droits de la personne et de revaloriser les institutions démocratiques.

Je voudrais savoir ce que le gouvernement a fait concrètement ici, au Canada, pour donner suite à cette déclaration.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, nous avons été très efficaces. La secrétaire d'État aux Affaires extérieures compte parmi ceux qui ont élaboré la politique de l'OEA. C'est avec beaucoup de compétence et de courage qu'elle a défendu les intérêts du Canada à Haïti dans des circonstances très difficiles. Elle a participé à l'établissement d'un ensemble de sanctions et d'autres moyens pacifiques pour imposer et faire respecter les volontés de l'OEA.

Nous nous battons sur ce front et sur plusieurs autres afin de hâter le retour du président élu démocratiquement de Haïti. À cette fin, nous avons proposé de détacher des civils canadiens au sein d'une force de l'OEA élargie ou des Nations Unies. Bien que des observateurs aient été envoyés à Haïti en prévision des élections, nous estimons que nous avons eu tort de ne pas nous rendre compte que la démocratie et les institutions démocratiques y étaient encore trop fragiles pour les abandonner à leur sort sitôt après.

Les Nations Unies et l'OEA ont un rôle très important à jouer dans le maintien d'une commission de surveillance chargée de revivifier les institutions démocratiques qui n'existent que depuis peu à Haïti.

* * *

LES PÊCHES

M. George S. Baker (Gander—Grand Falls): Monsieur le Président, à St. John's, Terre-Neuve, ce matin, les bureaux du syndicat des pêcheurs ont été pris d'assaut par un groupe de pêcheurs en colère et à bout de nerfs. Ces pêcheurs menacent de faire subir le même sort aux bureaux du ministère des Pêches.